

COMMUNE DE JUVIGNAC 34990

**DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU DEVELOPPEMENT
ET DE LA VIE ECONOMIQUE**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

**Verifications périodiques règlementaires des bâtiments et équipements publics
PRESTATIONS DESIGNÉES DE N°1 à 8 et traitées
EN LOT UNIQUE**

CONDITIONS D'EXÉCUTION

1 / RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES (quantitatif voir tableau)

PRESTATIONS	Désignation	Références réglementaires
1	Vérifications électriques et éclairage de sécurité	- EL 19 et EC 15
2	Vérifications gaz	- GZ 30
3	Vérifications ascenseurs	- AS 9
4	Vérifications des systèmes de production d'eau chaude	- Circulaire DGS n° 97/311 du 24 04/97 - Circulaire DGS/VS4 n°98/711 du 31/12/98
5	Vérifications des machines et équipements de travail	- code du travail R232 et R233
6	Vérifications système de sécurité incendie	- MS 73
7	Vérifications des installations sportives et aires de jeux	- Décret 96 - 1136
8	Vérifications des installations Photovoltaïque	- UTE C15.712

2 – FRÉQUENCE DES VÉRIFICATIONS

Vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé (O . A) par le Ministère de l'intérieur ou par un technicien compétent (T . C) quantitatif voir tableau)

DESIGNATION	Fréquences réglementaires en cours d'exploitation (Article GE 7 et 8)				Fréquences Retenues
	De 1 jour à 3 mois	6 mois	1 an	5 ans	
N° 1 Installations électriques			T . C		Tous les ans pour tous les bâtiments
N ° 2 GAZ			T . C		Tous les ans pour tous 6 bâtiments
N° 3 Ascenseurs et portails			T . C	O.A	Pour les 7 dispositif.+ une quinquennale dès 2015
N° 4 Production d'eau chaude			T . C		Tous les ans pour 10 points de distribution
N° 5 Machines et équipements de travail					
Appareils/Accessoires de levage : - pont élévateur			T . C		- Tous les ans
Outillage mécanique : - Motoculteur - Tondeuses - Outillage			T . C		Tous les ans
Echelles et échafaudage			T . C		Tous les ans
- E P I : Harnais de protection			T . C		Tous les ans
Appareil à pression : visite int et ext Epreuve cuve			T . C		Tous les ans Tous les dix ans O. A
Poste à souder Oxyg./Acétylène : étanch et montage					Tous les deux ans
- Récept. : Poste à souder à l'arc - Générat. : Groupe électrogène			T . C		Tous les deux ans
N° 6 - Systèmes de sécurité incendie catégories A et B			T . C		Tous les trois ans, trois sites
N° 7 Vérifications techniques des équipements sportifs : - cages de buts de football - cages de buts de handball - buts de basket-ball skate parc	La fréquence des vérifications de stabilité et de solidité retenues est la suivante : - Pour tous les équipements déjà mis au service des usagers et installés de façon permanente : - tous les 2 ans - Pour les équipements neuf : - avant la première mise au service (à défaut de certificat par le poseur) .				Décret n° 96-495 du 4 juin 1996

Vérifications techniques des aires de jeux : - Balançoires - Jeux à ressort - toboggan - dispositifs fixe (train , maison ...) - surfaces de réception	Tous les ans	Décret du 18/12/96
Tunnel mécanique ainsi que grillage et clôture d'enceinte d'aire de jeux	Tous les ans	Normes NF P 25-362
N° 8 Installation photovoltaïques	Tous les ans	Selon guide UTE C15.712

3- EXPOSÉ GÉNÉRAL

Le présent document a pour objet la description des prestations de vérifications périodiques réglementaires des installations et des équipements des bâtiments communaux, des installations sportives à exécuter pour le compte de la Commune de JUVIGNAC

Pour assurer correctement la coordination des prestations avec les services techniques, le candidat « organisme de contrôle » est tenu de prendre connaissance du CCTP dans sa totalité.

4 - CONSISTANCE DU MARCHÉ/caractéristiques principales du marché :

Le présent marché consiste à procéder aux :

VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES DE L'ENSEMBLE, DES BÂTIMENTS, DES ÉQUIPEMENTS DE TRAVAIL ET DES INSTALLATIONS SPORTIVES DE LA VILLE DE JUVIGNAC

Les travaux à réaliser sont décomposés en 8 **Cadres de Prestations** désignés ci-dessus traités comme **marché unique**

CONNAISSANCE DES LIEUX

CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ÉLÉMENTS AFFÉRENTS A L'EXÉCUTION DES PRÉSTATIONS

Le candidat « organisme de contrôle » et, dans le cas d'organismes de contrôle groupées, chacun des organismes de contrôle groupés, sont réputés avant chaque prestation :

- avoir pris connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des prestations,
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- avoir procédé à une visite détaillée des locaux,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par le C.C.T.P, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du Directeur des Services Techniques et avoir pris tous les renseignements éventuels auprès des Services Publics.

FORCE MAJEURE

Tout événement indépendant de la volonté des parties, imprévisible ou insurmontable, intervenu après l'entrée en vigueur du marché et empêchant l'exécution intégrale ou partielle de ses obligations, ne pourra être imputé au titulaire (exemple grève EDF).

Les retards et non exécutions dus à tels événements ne seront pas source de pénalités.

Les parties se concerteront pour reporter ou assurer au mieux pendant toute la durée des événements, tout ou partie des prestations.

DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ORGANISME DE CONTRÔLE :

- Date du contrôle, nom et signature de l'agent ainsi que le tampon de l'organisme de contrôle sur le registre de sécurité
- Rédaction et fourniture du rapport de vérification en 1 exemplaire papier (signé) et un exemplaire sur support informatique (pas de format pdf) à transmettre aux services techniques dans un délai maximum de quatre semaines à compter de la date d'intervention .

- OBLIGATIONS DE L'ORGANISME DE CONTRÔLE

- L'organisme de contrôle doit :
- signaler aux services techniques de la Mairie et ce dans les meilleurs délais, tout mauvais fonctionnement constaté pouvant mettre en danger les personnes ou le bâtiment.

- OBLIGATIONS DE LA MAIRIE

La Mairie doit Pour tous les contrôles:

- Mettre à la disposition des vérificateurs un représentant qualifié de la Mairie chargé de l'entretien de l'installation ou, à défaut, le préposé de l'établissement à cet entretien, ainsi qu'un membre du service de surveillance contre l'incendie de l'établissement lorsqu'il en existe un.
- Remettre ou faire remettre à l'organisme de contrôle, tous les documents et fournir toutes informations nécessaires à la bonne exécution de la mission, à l'informer de toutes les modifications apportées aux installations ou équipements depuis sa précédente vérification.
- Prendre toutes dispositions pour que les manœuvres de coupure ou de déclenchement nécessaires aux vérifications ne viennent pas perturber l'exploitation de ses installations ou endommager ses biens. Au terme des vérifications, la remise sous tension ou en fonctionnement des installations demeure de la responsabilité de l'abonné.
- Mettre en œuvre les dispositifs nécessaires rendant l'accès aux différents éléments de la structure à contrôler

- MODIFICATION DE L'INSTALLATION ou ÉQUIPEMENTS

Après modifications d'installations (suppression, extension ou création d'installations) l'organisme de contrôle établira un devis qui sera intégré au présent marché après acceptation du Maître de l'Ouvrage, cela dans la limite de 10 % en plus ou en moins du coût défini au présent marché.

10 - DOCUMENTS TECHNIQUES DE BASE

- Les règlements locaux EDF et prescriptions des services techniques municipaux, d'une façon générale, toutes les indications contenues dans la dernière édition du REEF.
- Tous les DTU et toutes les normes françaises, ou européennes en vigueur, publiés 15 jours avant la date de remise des offres, sauf exceptions explicitement signalées dans le présent document.

Code du travail Art R 232 , 233

Code de l'urbanisme Art R 111 , R 121 , R 460

Code de la construction Art L.123 , R 123 , R 152

Dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

-Cette liste n'est, en aucun cas limitative et ne saurait dispenser l'entreprise de suivre tous autres règlements et recommandations en vigueur

5/ NATURE DES VÉRIFICATIONS

INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

.Article EL 19

§ 1. La conformité :

- des installations électriques aux dispositions du présent chapitre ;
- des installations d'éclairage aux dispositions du chapitre VIII ;
- des éventuels systèmes de protection contre la foudre (paratonnerres) aux dispositions de leur norme ,doit être vérifiée initialement et périodiquement dans les conditions prévues aux articles GE 6 à GE 9.

Les dates des vérifications sont consignées sur le registre de sécurité et le rapport correspondant doit être annexé à ce registre.

§ 2. La périodicité des vérifications est annuelle.

ÉCLAIRAGE DE SECOURS

Article EC 15

Les installations d'éclairage doivent être vérifiées dans les conditions de l'article EL 19

INSTALLATIONS DE GAZ

Article GZ 30

Les appareils d'utilisation et leurs accessoires doivent être vérifiés au moins une fois par an dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils.

Un livret d'entretien sur lequel l'exploitant est tenu de noter les dates des vérifications et des opérations d'entretien effectuées sur les installations et appareils d'utilisation et leurs accessoires doit être annexé au registre de sécurité de l'établissement.

ASCENSEURS et PORTAILS

Article AS 9

L'exploitant est tenu de faire procéder :

- a) Annuellement, à un examen de conformité au règlement et aux normes, ainsi qu'à des essais de vitesse et des dispositifs de sécurité (arrêté du 22 décembre 1981) « par une personne ou un organisme agréé ».
- Cependant, le transfert de la responsabilité de l'entretien à une autre entreprise est possible, mais, dans ce cas, les vérifications doivent obligatoirement être effectuées par une personne ou un organisme agréé pendant l'année qui suit ce transfert.

PRODUCTION D'EAU CHAUDE ASSISTANCE À LA « LÉGIONELLOSE »

La mission confiée à l'organisme de contrôle comprend :

I) L'assistance technique lors des contrôles de détection de « légionellose ».

II) La mise en place et la rédaction du **carnet de suivi** de chaque installation :

- Schéma de l'installation, points sensibles, fréquence de l'examen, personne responsable du suivi, résultats des analyses, visa du carnet à chaque visite, etc...

III) L'assistance technique dans le cas d'une détection de colonie, par une étude destinée à définir la méthode de traitement.

MACHINES ET ÉQUIPEMENTS DE TRAVAIL

Appareils/Accessoires de levage :

La mission confiée à l'organisme de contrôle porte sur l'examen de l'état de conservation des Appareils/Accessoires de levage avec réalisation des essais de fonctionnement.

La mission ne comprend pas l'examen de l'état de conformité aux règles de conception ainsi que les mesures d'organisation et les règles générales de prévention.

Outillage mécanique :

- Un examen visuel de l'état physique du matériel.
- La vérification du fonctionnement des dispositifs d'arrêt, des dispositifs de protection et des éléments fonctionnels concourant au travail, en assistant aux essais permettant de solliciter ces dispositifs et éléments.
- La vérification des réglages et des jeux, en utilisant les valeurs de référence ou d'usure définies dans la notice d'instructions du constructeur.
- La vérification de l'état des indicateurs.

Ces vérifications sont limitées aux parties visibles et aux éléments accessibles par ouverture ou dépose des carter par l'abonné.

Echelles et échafaudage

Pour tous les types d'échelles, escabeaux, et échafaudage etc., contrôle visuel et solidité tels que prévus .

Équipements de protection individuelle :

1°) De s'assurer du bon état des équipements de protection individuelle en service ou en stock, conformément aux instructions de révision incluses dans la notice d'instructions ;

- l'état général des coutures et des modes de fixation des systèmes de protection individuelle contre les chutes de hauteur.

Appareil à pression de gaz :

- Visite externe et interne périodique réglementaire
- Visite réglementaire avant ré-épreuve

Poste à souder Oxygène/Acétylène :

- Vérification étanchéité et montage

La vérification périodique d'un poste de soudage aux gaz comporte des examens visuels, des essais d'étanchéité destinés à déceler toute fuite de gaz ou toute anomalie dans le montage des équipements. Elle est complétée par des essais de fonctionnement. Elle est limitée au raccordement du chalumeau sur les bouteilles de gaz ou à un réseau de distribution par canalisations.

Récepteur et générateur élect. :

- Récepteur : poste à souder à l'arc
- Générateur : groupe électrogène

La vérification de l'organisme de contrôle comprend :

La vérification périodique réglementaire

SYSTEMES DE SÉCURITÉ INCENDIE

Article MS 73

En cours d'exploitation, ces mêmes appareils ou installations ainsi que les appareils mobiles doivent être vérifiés, au moins une fois par an, par un technicien compétent ou un organisme agréé.

Pour les systèmes de sécurité incendie et pour les installations fixes d'extinction automatique à eau du type sprinkler, les vérifications doivent être conformes aux modalités prévues par la norme en vigueur correspondante.

Pour les systèmes de détection incendie, les vérifications doivent comporter les essais fonctionnels réalisés aux moyens d'appareils de vérifications adaptés au type de détecteur mis en place.

ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

La résistance des équipements et des dispositifs de fixation ou de contrepoids devra être vérifiée selon les modalités d'essais précisés ci-après :

1° Pour les cages de buts de football, de handball :

- un essai statique sera réalisé en suspendant une charge de 180 kilogrammes verticalement au milieu de la barre transversale de la cage de but pendant une durée d'une minute, la charge devant être distante du sol de 20 centimètres ;
- après l'essai, l'équipement et le système de fixation ou de contrepoids ne doivent pas avoir subi de rupture, déplacement ou déformation.

-

2° Pour les buts de basket-ball :

- un essai statique sera réalisé en suspendant une charge de 320 kilogrammes verticalement à partir du point d'ancrage reliant le cercle du panier au panneau pendant une durée d'une minute, la charge devant être distante du sol de 20 centimètres ;
- après l'essai, l'équipement et le système de fixation ou de contrepoids ne doivent pas avoir subi de rupture, déplacement ou déformation.

3° Pour le skate parc :

- une vérification visuelle de la qualité , de l'état des structures et des surfaces ainsi que leurs bonnes fixations .

4° Pour les aires de jeux

- une vérification visuelle de l'état général des équipements et des surfaces ainsi que leur fixations.

En plus de la vérification de chaque équipement, l'organisme de contrôle vérifiera :

- L'existence de la notice d'emploi précisant sa condition de montage, d'installation, d'entretien et le cas échéant, de rangement.
- Que l'équipement comporte, inscrite en caractères de couleur contrasté et de manière visible, lisible et indélébile, une mention d'avertissement destinée aux utilisateurs et rappelant le mode d'installation de l'équipement.
- Que l'équipement comporte le nom et l'adresse du responsable de la première mise sur le marché ainsi que sa date de fabrication (mois et année)

TUNNEL ET GRILLAGES

Une inspection visuelle doit être réalisée pour s'assurer que :

- aucune partie n'est affaiblie par la corrosion ;
- toutes les fixations sont en bon état
- la solidité générale de la structure ainsi que des accès sont satisfaisants.

INSTALLATION PHOTOVOLTAÏQUE

- Vérification visuelle de l'installation
- Contrôle des protections : contre les chocs électriques, contre les contacts directs, contre les surtensions,